

Rafah, le voile de l'humanitaire recouvre l'échec politique

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Le camp de Rafah a été mis en place en 1949 pour y accueillir 41 000 Palestiniens fuyant l'avancée des troupes sionistes au moment de la Nakba. Leurs villages d'origine, comme al-Safiriyya, situés dans le district de Yaffa furent entièrement détruits sur ordre de Ben Gourion. L'afflux de réfugiés multiplia par 20, la population du bourg de Rafah qui devint le plus grand camp de réfugiés de la Bande de Gaza. Etabli à la limite entre la Palestine historique et l'Égypte, le camp paya toujours le prix fort des tensions entre le pouvoir égyptien et l'entité sioniste. En 1956, lors de la guerre de Suez, il est pilonné par l'armée française, puis les sionistes y massacrent 200 personnes. Après l'occupation de 1967, le camp est en partie détruit laissant 4000 réfugiés sans abri. Les destructions continuent en 1982 pour créer une large zone-tampon lorsqu'Israël se retire du Sinaï et que la frontière avec l'Égypte est fermée et placée sous haute surveillance. Le camp est alors coupé en deux, avec une partie égyptienne et une partie palestinienne, divisant ainsi des familles entières. Les destructions de masse se poursuivent pendant la seconde Intifada, puis lors des guerres de Gaza avec l'objectif de d'anéantir les multiples tunnels construits sous la frontière par la résistance palestinienne pour desserrer le blocus qui étouffe Gaza.

Géré à sa création par une organisation caritative britannique, Rafah fut placé comme tous les autres camps de réfugiés palestiniens sous la responsabilité de l'UNRWA dès 1950. Créée en 1949 par les Nations Unies, alors qu'il apparaît qu'aucun règlement politique n'est envisagé à court

terme, l'UNRWA reçoit pour mission de répondre aux besoins humanitaires des réfugiés palestiniens sur le long terme. Il s'agit d'abord de répertorier les réfugiés, de les fixer dans un pays d'accueil selon une répartition négociée, de leur assurer une assistance provisoire pour qu'ils puissent rapidement subvenir à leurs besoins tout en ménageant les perspectives politiques d'une installation définitive à l'étranger ou d'un retour en Palestine, selon les termes de la résolution 194, votée à l'ONU le 11 décembre 1948. La construction des camps relève de cette logique du provisoire fait pour durer et de cette équation sans solution.

Aujourd'hui près de cinq millions de réfugiés palestiniens sont enregistrés auprès de l'UNRWA, mais seulement 30% vivent encore dans les 58 camps gérés par l'agence à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Liban. L'UNRWA accueille près d'un demi-million d'enfants dans 685 écoles et gère 137 centres de santé.

Depuis près de 70 ans, l'UNRWA œuvre selon cet agenda humanitaire et politique. Elle est à la fois le voile humanitaire recouvrant l'échec du règlement politique, et pour les réfugiés palestiniens, le symbole de la seule reconnaissance internationale du droit au retour dans leurs foyers. C'est pourquoi déjà affaiblie par les Accords d'Oslo, son existence est constamment menacée par les sionistes qui interviennent pour diminuer ses moyens et la discréditer auprès des instances internationales.

Attachés à la permanence de l'UNRWA et aux camps qui garantissent leur droit au retour en Palestine, les réfugiés de Rafah reconstruisent inlassablement les maisons détruites par les sionistes.